

# Quand les compétences détrônent les connaissances

**Michèle Leroux**

La notion de compétence donne lieu à une foule de définitions, souvent très éloignées les unes des autres. Le ministère de l'Éducation (MEQ), maître d'œuvre de la réforme scolaire dont l'essence est «l'approche par compétences», en a retenu la définition suivante: «une compétence est un savoir-agir qui fait suite à l'intégration et à la mobilisation d'un ensemble de ressources (capacités, habiletés, connaissances) utilisées efficacement, dans des situations similaires.»

«L'approche par compétences (APC) est une approche calquée sur le modèle industriel», explique M. Gérard Boutin, professeur à Faculté d'éducation et directeur du Bureau de la formation pratique. Auteur de nombreux textes et ouvrages, M. Boutin est l'un des rares universitaires à jeter un regard des plus critiques sur cette approche, sur ses assises théoriques et sur la façon de l'implanter.

«L'APC est issue du taylorisme, du behaviorisme et de l'organisation du travail. Elle vise à développer les compétences attendues par une société compétitive axée sur le rendement et la performance. Cette façon de procéder conduit à une vision mercantile de l'éducation. C'est la *macdonalisation* des connaissances», ajoute-t-il.

Le modèle de formation élaboré par le ministère s'apparente aux «competency based programs» américains des années 70, des programmes qui aux dires de M. Boutin sont fort critiqués tant dans les nombreux États américains où ils ont été appliqués, qu'en Grande-Bretagne, en Australie et même en Ontario. Les concepteurs de la réforme québécoise s'inspirent surtout des versions européennes, particulièrement

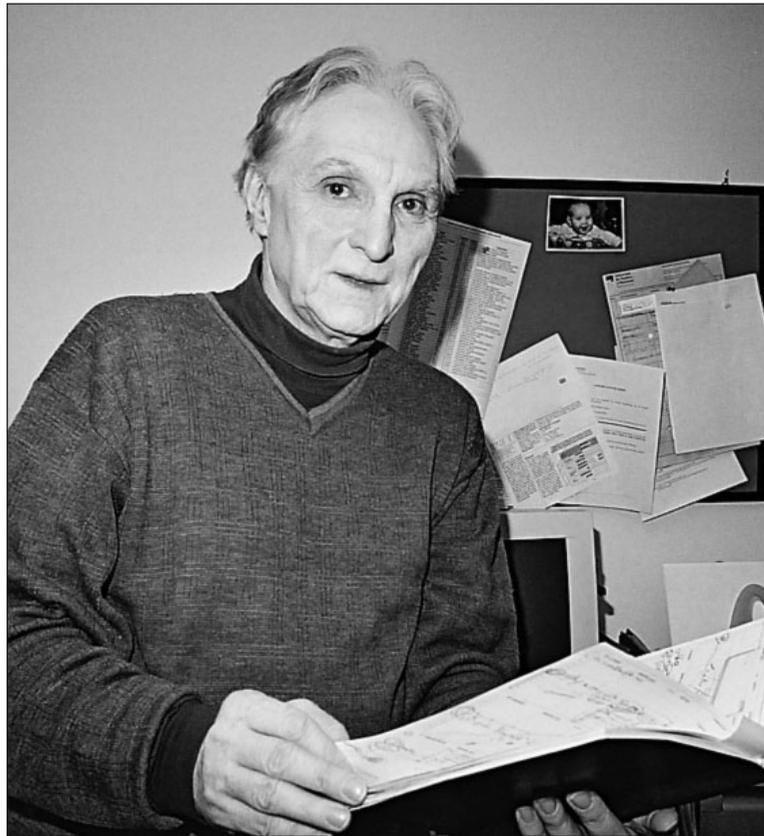


Photo : Michel Giroux

**Le professeur du Département des sciences de l'éducation et directeur du Bureau de la formation pratique, M. Gérard Boutin.**

des expériences suisses et belges.

Selon M. Boutin, le courant socioconstructiviste qui sert de fondement épistémologique à la réforme s'appuie sur le principe selon lequel le savoir résulte de l'expérience et de la réalité. Les concepteurs de la réforme ont puisé dans diverses théories, les unes centrant le processus pédagogique sur l'élève, d'autres sur l'apprentissage et les résultats. Cet amalgame, note-t-il, entraîne son lot de confusion et de problèmes, car comme le soulignent plusieurs auteurs, les notions véhiculées appartiennent à des paradigmes différents et souvent contradictoires.

## **Cessez d'enseigner, faites-les apprendre**

«Une approche par compétences appelle à une reconstruction complète

des dispositifs et des démarches de formation», soutient Philippe Perrenoud, l'un des auteurs les plus cités dans les documents ministériels. On fait pour ainsi dire table rase des pratiques pédagogiques antérieures. «L'enseignant qui était vu comme un transmetteur de connaissances dans le cas de l'école traditionnelle, devient un accompagnateur, dans cette école nouvelle», signale M. Boutin. Planifier et organiser des activités, conseiller, encourager, soutenir, suggérer – ne jamais imposer – stimuler la créativité, voilà comment les réformateurs définissent le rôle de l'enseignant, dans un contexte d'apprentissage très personnalisé.

L'élève doit être encouragé à apprendre par lui-même. Il est amené à construire son parcours scolaire. On

s'attend à ce qu'il soit curieux, plein d'initiative, persistant dans ses tâches, capable d'organiser son propre travail et qu'il maîtrise les nouvelles technologies. «Poussée de la sorte, la réforme risque d'aggraver les disparités sur le plan social. Les enfants de milieux défavorisés seront perdants», estime le professeur.

«Par son caractère pragmatique et sa valorisation des savoir-faire, cette conception simpliste et réductrice du processus d'apprentissage finit par abraser la nécessité des connaissances fondamentales, qui prennent le second plan, ajoute-t-il. En opposant l'enseignement et l'apprentissage, l'APC en vient à préconiser la non-transmission des connaissances.»

La question de l'évaluation académique des élèves demeure l'un des éléments les plus controversés de la réforme. Le remplacement des épreuves traditionnelles par une évaluation où les enseignants sont appelés à constater les progrès accomplis par l'élève par rapport à lui-même, ouvre la porte à la subjectivité. «Chaque commission scolaire et chaque école s'adapte et fait ses lois, à l'heure actuelle. Lorsque les parents insistent, on sort des chiffres», affirme M. Boutin, qui se dit par ailleurs inquiet à l'idée de voir des parents choisir les écoles privées comme conséquence de la réforme.

## **Formation sur le tas**

Pour les enseignants actuels, le MEQ offre une formation étalée sur deux jours et demi. Le processus est coûteux et complexe, puisqu'il s'avère difficile de remplacer les enseignants afin qu'ils puissent assister aux séances, la pénurie sévissant déjà dans le milieu en raison des départs à la retraite des dernières années. «Ce que j'entends de la part des en-

seignants, c'est que la formation vise à les faire adhérer à ce modèle unique, le socle des compétences, et à leur imposer une façon de travailler. On accorde peu de crédit à leurs points de vue et à leur pratique. On ne les écoute pas, et ils se sentent exclus», poursuit-il.

À l'UQAM, où l'on forme 60 % des enseignants de la région mont-réalaïse et le tiers de ceux du Québec, la réforme nécessite de nombreux ajustements, et on s'y affine. «Je croyais que les universités auraient hésité à emboîter le pas, qu'elles auraient défendu une certaine autonomie. Ce n'est pas le cas. Les comités d'agrément et d'orientation des programmes de formation des maîtres ne remettent en question ni la réforme, ni l'APC», constate M. Boutin, pour qui la véritable compétence des enseignants passe d'abord et avant tout par une véritable maîtrise des disciplines à enseigner.

Le jugement critique qu'il pose à l'égard de la réforme n'empêche pas le professeur de rester optimiste. «Je compte sur les jeunes enseignants et leur bon sens. On n'arrêtera pas la réforme, mais on peut faire un bilan objectif et éviter les dérapages. Ce qui m'inquiète, c'est le silence des intellectuels et leur frilosité, un phénomène social plus que révélateur. C'est ce que j'appelle le modèle de la pensée unique. Les gens ne se positionnent pas, on ne remet rien en question. La notion de consensus est devenue un élément-clé du discours actuel. Tout se passe comme si nous devions tous adhérer au dogme des compétences attendues. Moi je crois plutôt qu'il faut se frotter la cervelle à celle d'autrui, pour reprendre le mot de Montaigne.» ●